

**Instruction CGET/DMAT/DHUP du 20 février 2015 visant à préciser les modalités de gestion des opérations d'efficacité énergétique dans le logement social cofinancées par le FEDER en fin de période de programmation 2007-2013**

Le règlement n°397/2009 du Conseil et du Parlement du 06 mai 2009 a permis aux Etats membres de cofinancer des dépenses relatives à l'amélioration de l'efficacité énergétique et à l'utilisation des énergies renouvelables dans le logement existant avec du FEDER.

Au niveau national, deux textes précisent les conditions d'éligibilité des opérations cofinancées par le FEDER, dans le respect de la réglementation européenne :

- La **circulaire du MEEDDAT du 22 juin 2009** relative à la mise en œuvre des opérations liées à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables dans le logement. Cette circulaire, en application de la décision de la Commission européenne du 28 novembre 2005, indique la procédure à suivre au niveau de la mise en œuvre des opérations d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables dans le logement tout en mentionnant les règles d'aide d'Etat applicables au secteur de logement social mais également les types d'interventions considérées comme éligibles.
- Le **décret du 3 septembre 2007 sur l'éligibilité des dépenses** des programmes cofinancés par les fonds structurels (modifié le 21 janvier 2011). Ce texte a ajouté un nouvel article 16-1 indiquant clairement que les dépenses relatives à l'amélioration de l'efficacité énergétique et à l'utilisation des énergies renouvelables dans les logements existants sont éligibles.

Pour mettre en place effectivement le dispositif de financement FEDER, les autorités de gestion ont modifié leurs programmes opérationnels (PO) et leurs documents de mise en œuvre (DOMO) afin de rendre éligible ces dépenses sur la période 2007-2013.

Le 20 décembre 2011, la Commission européenne a publié une nouvelle décision concernant la réglementation du service d'intérêt économique général (SIEG). Cette décision, qui abroge et remplace la précédente décision d'exemption sur les SIEG du 28 novembre 2005, détermine les critères à respecter pour que le financement public versé aux entreprises (publiques, privées) chargées de la gestion du SIEG soit compatible avec le marché intérieur et exempté de l'obligation de notification préalable à la Commission européenne.

La réglementation européenne du SIEG du 20 décembre 2011 continue à identifier le logement social parmi les domaines justifiant l'application de ces dispositions

permettant de rendre compatible le financement public sous la forme de compensation de service public.

Cette réglementation européenne impose d'une part, l'existence d'un mandat confiant la gestion du SIEG à une entreprise au sens européen et encadre les modalités de calcul du financement public octroyé à ces entreprises, et impose d'autre part, la vérification régulière de l'absence de surcompensation par des autorités de contrôle.

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités pratiques de gestion des opérations d'efficacité énergétique dans le logement social cofinancées par le FEDER au titre des programmes opérationnels régionaux « Compétitivité régionale et emploi » et « Convergence » sur la période 2007-2013.

Par conséquent, cette instruction vise à clarifier la réglementation européenne applicable aux projets concernés, et à donner des consignes permettant à la fois d'ajuster la procédure FEDER mais aussi d'établir une méthode de vérification conforme aux exigences de la réglementation SIEG.

Elle est accompagnée de deux annexes complémentaires, l'une comportant un tableau permettant de vérifier l'absence de surcompensation dans le cadre du SIEG (avec une notice explicative), l'autre comportant des exemples de clauses types à insérer dans la convention attributive de subvention FEDER.

Cette instruction est applicable aux autorités de gestion du FEDER sur la période 2007-2013 à compter de sa date de diffusion.

## **SOMMAIRE**

### **I-Réglementation européenne de concurrence, d'aide d'Etat applicable aux opérations FEDER d'efficacité énergétique dans le logement social**

**I-1 Application de la réglementation des aides d'Etat sous forme de compensation de service public conformément à la décision SIEG**

**I-2 Application d'un régime d'aide d'Etat notifié ou exempté**

I-2-1 Application des régimes cadre d'aide à l'environnement X63/2008 et N669/2008

I-2-2 Application du régime d'aide AFR X68/2008

### **II-Consignes permettant d'ajuster la procédure FEDER et d'établir une méthode de vérification conforme aux exigences de la réglementation SIEG**

**II-1 Principales recommandations visant à intégrer les dispositions de la réglementation SIEG au sein de la procédure FEDER pour les opérations non programmées**

**II-2 Modalités d'ajustement pour les opérations soldées**

**II-3 Modalités d'ajustement pour les opérations non soldées**

**Annexe 1 : Tableau permettant de vérifier l'absence de surcompensation dans le cadre du SIEG**

**Annexe 2 : Exemples de clauses types à intégrer dans les conventions attributives de subvention FEDER**

**Annexe 3 : Références juridiques applicables au niveau européen et national**

## **I- Réglementation européenne de concurrence, d'aide d'Etat applicable aux opérations FEDER d'efficacité énergétique dans le logement social**

---

Les bénéficiaires des projets d'efficacité énergétique dans le logement social, cofinancés par le FEDER, sont les bailleurs sociaux et les autres propriétaires de logement visés à l'article R323-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH). En général, ces projets sont portés par des organismes d'habitation à loyer modéré (OHLM). Néanmoins, d'autres porteurs de projets tels que les sociétés d'économie mixte (SEM) peuvent aussi être considérés comme des bénéficiaires au sens de la réglementation européenne.

Au niveau national, les OHLM listés à l'article 411-2 du CCH ont la charge de construire, réhabiliter et mettre en location des immeubles HLM dans le cadre de leurs missions statutaires conformément au code de la construction et de l'habitation.

Ces OHLM ont déposé plus de 600 projets (via un guichet unique, ou dans le cadre d'appel à projet) auprès des autorités de gestion des programmes régionaux FEDER (ou auprès d'un organisme intermédiaire tel que le Conseil régional ou l'ADEME) pour financer des dépenses de réhabilitation énergétique de logements sociaux.

Les projets d'efficacité énergétique dans le logement cofinancés par le FEDER, doivent respecter les règles de gestion, de contrôle, et d'éligibilité des dépenses des fonds structurels européens, ainsi que les règles de la commande publique, mais aussi respecter les règles européennes de concurrence et d'aides d'Etat.

En matière de concurrence et d'aide d'Etat, deux types de réglementation européenne sont applicables :

- **Soit la réglementation des aides d'Etat sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général, prévue par la décision SIEG de la Commission européenne,**
- **Soit un régime d'aide d'Etat, notifié ou exempté.**

### **I-1 Application de la réglementation des aides d'Etat sous forme de compensation de service public conformément à la décision SIEG**

Le financement public du SIEG est juridiquement régi par la décision d'exemption du 20 décembre 2011 de la Commission européenne. Ladite décision est applicable depuis le 31 janvier 2012 et abroge la précédente décision SIEG de la Commission européenne du 28 novembre 2005.

Aussi, il importe d'identifier la date de l'octroi de l'aide européenne ainsi que les décisions des cofinanceurs publics pour déterminer la réglementation applicable à l'opération concernée.

Cette compensation de service public pourrait être régie par le règlement « de minimis SIEG » du 25 avril 2012 (applicable au 28 avril 2012), lorsque le financement public total de l'opération est inférieur à 500 000€ sur les trois derniers exercices fiscaux et que le bénéficiaire n'a pas reçu d'autres aides de minimis<sup>1</sup>.

Afin d'appliquer la décision SIEG (soit la décision du 28 novembre 2005, soit la décision du 20 décembre 2011), il est nécessaire de présenter préalablement les notions et les critères cumulatifs à respecter (existence d'un mandat, vérification de l'absence de surcompensation) conformément à la réglementation européenne en vigueur.

Les compensations financières de service public en matière de logement social constituent des aides d'Etat non remboursables (ex : subventions), et/ou remboursables (ex : prêts, garanties) dont les paramètres de calcul sont définis préalablement et de façon précise par la loi. Elles sont liées à des programmes d'investissement immobilier en construction et rénovation de logements conventionnés et modulées en fonction de « contreparties sociales » relevant d'obligations de service public sous la forme de niveau d'accessibilité financière du logement et des ménages (loyers plafonnés, conditions d'attribution des logements, sécurité d'occupation des logements pour les ménages bénéficiaires). Ces compensations prennent en charge les coûts d'exécution du SIEG du logement social.

**Les paramètres de calcul des différentes aides** sont définis préalablement par :

- le Code de la construction et de l'habitation (CCH),
- la réglementation sur la base d'un référentiel d'équilibre prévisionnel d'exploitation dont le respect ouvre droit à des aides fiscales et aux prêts de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC),
- la convention/délibération de la collectivité en cas de subventions versées par les collectivités locales, ou par des EPCI,
- la convention attributive de subvention pour l'aide FEDER dans le respect du document de mise en œuvre (DOMO) et du programme opérationnel FEDER.

---

<sup>1</sup> Il apparaît au regard des montants des opérations d'investissement cofinancées, que l'utilisation du règlement SIEG de minimis n'est pas adaptée pour fonder juridiquement la compensation de service public.

**Pour être conforme à la réglementation SIEG, il est nécessaire de démontrer pour chaque opération FEDER :**

- qu'il existe un **mandat** précis et clair chargeant le bénéficiaire de la gestion du SIEG, que les obligations de service public (OSP) liées à l'opération de rénovation énergétique sont mentionnées dans celui-ci et que le principe de la compensation financière y est bien détaillé également et ;
- que le **projet n'induit pas une surcompensation des coûts d'exécution** du SIEG et qu'une **autorité publique effectue un contrôle régulier de l'absence de surcompensation** financière sur cette opération.

Par conséquent, le **service instructeur du FEDER** doit s'assurer du respect de ces **deux critères cumulatifs**.

**Selon la décision du 20 décembre 2011<sup>2</sup>, le mandat du gestionnaire du service d'intérêt économique général confiée à une entreprise au sens européen<sup>3</sup> doit mentionner :**

- la nature et la durée des obligations de service public,
- l'entreprise et, s'il y a lieu, le territoire concerné,
- la nature de tout droit exclusif ou spécial octroyé à l'entreprise par l'autorité octroyant l'aide,
- la description du mécanisme de compensation et les paramètres de calcul, de contrôle et de révision de la compensation,
- les modalités de récupération des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces dernières,
- une référence à la présente décision européenne.

Les OHLM bénéficiaires font l'objet d'un mandat SIEG et sont, à ce titre, étroitement encadrés au niveau national par de nombreuses dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles, qui leur confèrent des missions de service public liées au logement social ainsi que des obligations :

- **1- leur statut légal** : la loi leur confère un mandat et des missions de service public ;
- **2- l'agrément** : chaque organisme fait l'objet d'un agrément par l'Etat ;
- **3-le conventionnement** (ex : convention APL) : Logement par logement, l'Etat leur confère un mandat qui fixe leurs obligations de service public telles que les montants des loyers, les plafonds de ressources, etc... ;
- **4-une convention quinquennale** passée avec le Préfet (CUS : Convention d'Utilité Sociale) prévoit les objectifs à atteindre pour chaque OHLM ;

---

<sup>2</sup> Ou la décision du 28 novembre 2005 le cas échéant

<sup>3</sup> Cf annexe 1 du règlement général d'exemption par catégorie n°800/2008 du 6 août 2008.

Comme le prévoit la décision SIEG de la Commission européenne, il est nécessaire de vérifier l'existence d'un mandat. **Ce mandat est composé d'un ensemble d'actes juridiques** (ex : dispositions législatives et réglementaires, actes contractuels) **confiant des missions de service public aux OHLM**<sup>4</sup>. Il s'agit de plusieurs actes constitutifs d'un mandat sans qu'il y ait de formalisation juridique d'un mandat « unique, global » de service public.

Etant donné que **l'opération cofinancée s'inscrit dans le cadre d'un programme opérationnel FEDER, que les obligations et les financements sont régis par une seule convention attributive de subvention bipartite passée entre le gestionnaire du FEDER et le bénéficiaire, cette convention constitue un élément central du mandat tel que défini par la décision SIEG du 20 décembre 2011**. Ainsi, cette convention définit (au titre du FEDER et de ses contreparties publiques) une obligation de service public pour l'OHLM (ou autre bénéficiaire) consistant en l'occurrence uniquement en l'amélioration thermique des bâtiments concernés.

**L'absence de surcompensation au niveau de l'opération doit être vérifiée régulièrement par une autorité de contrôle sur la base d'un tableau réalisé par les autorités nationales avec l'appui de l'Union Sociale de l'Habitat (USH). Ce tableau (accompagné d'une notice explicative) est joint en annexe 1 de la présente instruction.** Il doit être renseigné par le bénéficiaire, se base sur la durée du prêt principal et prend en compte les éléments financiers suivants :

- le total des subventions et financements publics reçus ou attendus ;
- le total des coûts engagés par le bénéficiaire ;
- le montant des recettes, principalement composées de l'estimation de l'augmentation des loyers à l'issue de l'opération, les éventuels certificats d'économie d'énergie, etc... ;
- l'estimation d'un bénéfice raisonnable.

**L'absence de surcompensation est vérifiée lorsque le montant total de la compensation financière est inférieur ou égal aux coûts nets (coûts bruts – recettes) occasionnés par l'exécution des obligations de service public, y compris un bénéfice raisonnable.**

---

<sup>4</sup> La loi ALUR (Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) n°2014-366 du 24 mars 2014, va ajouter dans le code de la construction et de l'habitation, conformément à son article 111, une référence explicite à la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 permettant de considérer que les OHLM bénéficient d'aides d'Etat sous forme de compensation de service public conformément à la réglementation du SIEG.

Si une surcompensation est constatée, le service instructeur doit obtenir du bénéficiaire un remboursement équivalent au montant de la surcompensation. Cependant, conformément à l'article 6 de la décision d'exemption SIEG du 20 décembre 2011, et uniquement pour les opérations en cours, si la surcompensation est inférieure à 10% du montant de la compensation annuelle moyenne, la surcompensation peut être reportée sur la période suivante et déduite du montant de la compensation due pour cette période.

Au niveau national, les financements octroyés aux OHLM font l'objet de contrôles opérés par la MILOS (Mission interministérielle d'inspection du logement social) qui est un organisme placé sous la double autorité du ministre chargé du logement et du ministre chargé de l'économie et des finances. La MILOS vise à s'assurer que les organismes bénéficiaires des aides respectent les dispositions législatives et réglementaires régissant leur mission de construction et de gestion du logement social<sup>5</sup>.

**Dans le cadre d'une procédure de contrôle FEDER, la vérification de l'absence de surcompensation financière doit être cantonnée à la seule opération de rénovation thermique du logement social.** Autrement dit, un contrôle de l'absence de surcompensation ne s'effectue pas sur la totalité des financements publics reçus par l'OHLM (ou autre bénéficiaire).

**Il est important de souligner que les services instructeurs du FEDER :**

- ne doivent pas appliquer de façon cumulative ces dispositions avec celles d'un autre régime d'aide d'Etat,
- ne doivent pas appliquer les dispositions de l'article 55 du règlement général n°1083/2006 sur les recettes générées par les opérations,
- doivent veiller au respect des règles d'éligibilité des dépenses, et de l'opération (ex : pérennité de l'opération, etc...) conformément aux règles nationales et européennes en vigueur,
- doivent veiller au respect des règles en matière de commande publique, notamment les dispositions de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics.

---

<sup>5</sup> Par ailleurs, la loi ALUR (cf article 102) indique également que l'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) a pour mission de vérifier les dispositions de la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 en matière d'aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.



## **I-2 Application d'un régime d'aide d'Etat notifié ou exempté**

**Il est également envisageable de reprendre les opérations de rénovation énergétique sur la base d'un régime d'aide d'Etat notifié ou exempté de notification.** Deux types de régimes d'aide d'Etat peuvent être utilisés pour fonder le financement public octroyé aux bénéficiaires :

- le régime cadre exempté d'aide à l'environnement X63/2008, en vigueur jusqu'au 30 juin 2014 et applicable jusqu'au 31 décembre 2014 en vertu de l'article 44 du règlement général d'exemption n°800/2008,
- le régime cadre notifié d'aide à l'environnement N669/2008, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2014,
- ou le régime d'aide à finalité régionale (AFR), applicable jusqu'au 30 juin 2014.

### ***I-2-1 Application des régimes cadre d'aide à l'environnement X63/2008 et N669/2008***

**Le régime exempté d'aide à l'environnement X63/2008, ou le régime cadre notifié d'aides en faveur de la protection de l'environnement N°669/2008** peuvent être invoqués pour fonder le versement d'une aide à un OHLM (ou autre bénéficiaire).

Cela nécessite:

- de pouvoir démontrer que les investissements réalisés dépassent les normes environnementales,
- de limiter l'assiette éligible, pour chaque projet, à l'investissement de référence qui correspond à la différence entre le prix de rénovation énergétique qui dépasse les normes environnementales en vigueur et le prix d'une rénovation énergétique de mise aux normes.

Pour le régime N669/2008, il convient de déduire de l'assiette éligible les bénéfices d'exploitation et d'y ajouter les coûts d'exploitation évalués sur une période de 5 ans.

### ***I-2-2 Application du régime d'aide AFR X68/2008***

**Le régime exempté AFR X68/2008**, peut aussi être invoqué dans les zones AFR pour financer les bâtiments. Dans ce cas, l'assiette éligible n'a pas à être déterminée en fonction d'un investissement de référence et il ne sera pas nécessaire de prendre en compte les bénéfices et coûts d'exploitation. Cependant, compte tenu du zonage restreint et de la faiblesse du taux d'aide publique, il n'y a guère que dans les DOM qu'il pourrait être envisagé de façon pertinente.

Si un régime d'aide d'Etat est utilisé pour encadrer une opération de rénovation énergétique, il conviendra également de s'assurer de la bonne application des règles relatives à l'incitativité et au cumul des aides publiques.

Les services du CGET (Stéphane NOTTIN, [stephane.nottin@cget.gouv.fr](mailto:stephane.nottin@cget.gouv.fr) et Marie-Astrid DE VERON, [marie-astrid.deveron@cget.gouv.fr](mailto:marie-astrid.deveron@cget.gouv.fr)) sont le cas échéant à votre disposition pour toutes instructions complémentaires.

**A compter de la publication de la loi ALUR, soit le 24 mars 2014, les services instructeurs doivent utiliser la réglementation sur les aides d'Etat sous forme de compensation de service public (conformément à la décision SIEG du 20 décembre 2011, et en tenant compte notamment des opérations déjà programmées, et des cofinancements publics engagés) pour instruire les opérations relevant du SIEG logement social au sens de l'article L411-2 du CCH.**

## **II-Consignes permettant d'ajuster la procédure FEDER et d'établir une méthode de vérification conforme aux exigences de la réglementation SIEG**

---

Ces consignes portent sur les opérations non programmées, et sur les opérations programmées soldées ou non. Il est nécessaire d'indiquer que ces consignes ne s'appliquent pas aux opérations déjà programmées qui sont conformes à un régime d'aide d'Etat notifié ou exempté de notification.

### **II-1-Principales recommandations visant à intégrer les dispositions de la réglementation SIEG au sein de la procédure FEDER pour les opérations non programmées**

Dans la mesure où le service instructeur FEDER recourt à la réglementation des aides d'Etat sous forme de compensation de service public, il est nécessaire de prendre en compte cette réglementation SIEG au sein des principales étapes de la piste d'audit du dossier FEDER :

- **Dépôt du dossier :** Le bénéficiaire doit présenter au service instructeur le tableau (cf annexe 1) renseigné permettant de vérifier qu'il n'y a pas de surcompensation au niveau de l'opération. Il doit également présenter toutes les pièces nécessaires permettant de justifier les données du tableau. En cas d'appel à projet, il convient de mentionner dans celui-ci la référence à la décision SIEG du 20 décembre 2011<sup>6</sup>.
- **Instruction :** Le service instructeur doit vérifier l'existence de pièces probantes et s'assurer que les données du tableau sont cohérentes avec les informations figurantes dans ces pièces. Il s'engage à **vérifier l'absence de**

---

<sup>6</sup> Ou la décision SIEG du 28 novembre 2005 en fonction de la date à laquelle l'aide européenne a été octroyée et des dates des décisions des cofinanceurs publics.

**surcompensation financière** sur l'opération lors de l'instruction de l'opération et au paiement du solde de la subvention FEDER. Il convient également de s'assurer de l'existence de points de contrôles spécifiques en relation avec la réglementation SIEG dans le rapport d'instruction.

- **Conventionnement** : Au stade du conventionnement, il convient **d'intégrer dans les considérants de la convention les références juridiques liées à la réglementation SIEG, d'ajouter des paragraphes supplémentaires dans les articles de la convention, et de compléter les annexes techniques et financières** pour se conformer à cette réglementation. Il s'agit d'une part, de déterminer la réglementation européenne et nationale applicable aux opérations concernées et d'autre part, de consacrer l'existence du mandat et de préciser sa nature, son périmètre dans la convention. Il est recommandé d'ajouter des clauses types dans les articles de la convention afin de sécuriser les relations entre l'autorité de gestion (ou l'organisme intermédiaire le cas échéant) et le bénéficiaire. L'annexe 2 de la présente instruction présente des exemples de clauses types.
- **Réalisation/Paiement** : Le bénéficiaire doit réactualiser les données du tableau dans le cadre de la demande de paiement du solde présentée au service instructeur et communiquer le cas échéant les nouvelles pièces requises.
- **Contrôle de service fait** : Le contrôleur de service fait doit vérifier les nouvelles données du tableau à partir des pièces présentées par le bénéficiaire, afin de s'assurer de l'absence de surcompensation au moment du solde de l'opération. Ce tableau de vérification est accompagné d'une note explicative clarifiant les modalités de calcul de la compensation ainsi que les **principales pièces justificatives suivantes permettant de s'assurer de la fiabilité et de la cohérence des données financières : convention APL, acte de dégrèvement (TFPB), offre et contrat de prêt, certificat d'économie d'énergie (CEE) le cas échéant, contrat de cession du CEE le cas échéant, délibération de la collectivité locale, convention entre la collectivité locale et le bénéficiaire.**
- **Archivage** : **toutes les pièces du dossier FEDER doivent être archivées et conservées dans un lieu unique trois ans après le paiement du solde de la Commission européenne, ou à titre prévisionnel le 31/12/2021.**  
Concernant les pièces relatives à la réglementation européenne des aides d'Etat sous forme de compensation de service public, et sans préjudice des exigences propres à la réglementation nationale dans le secteur du logement social, il est recommandé de conserver celles-ci (ex : mandat, tableau de vérification, pièces justificatives) pendant 10 ans à compter de la date d'octroi

de l'aide pour permettre aux auditeurs européens de vérifier que les compensations octroyées sont toujours compatibles avec la réglementation.

**Au regard des exigences européennes en matière de contrôle de la surcompensation et en tenant compte du fait que l'opération cofinancée s'inscrit dans le cadre d'un programme opérationnel FEDER, la vérification de l'absence de surcompensation s'effectue au moment de l'instruction, du paiement du solde final et à la clôture du programme.**

Enfin, il convient également de s'assurer de la bonne saisie des informations des opérations concernées dans presage, notamment mentionner la décision SIEG dans l'onglet « référence régime d'aide ».

Il est également important de préciser les modalités d'ajustement pour les opérations programmées soldées ou non soldées.

## **II-2 Modalités d'ajustement pour les opérations soldées**

Il est nécessaire de s'assurer que tous les actes juridiques formant le mandat sont présents dans le dossier FEDER. A défaut, le bénéficiaire doit récupérer ces pièces et les communiquer au service instructeur pour compléter le dossier.

Il est important que le bénéficiaire puisse renseigner et transmettre au service instructeur le tableau de vérification de l'absence de surcompensation pour obtenir un dossier complet.

Concernant les opérations soldées, il n'est pas nécessaire de reprogrammer les opérations, ni de modifier les conventions attributives de subvention. Il faudra toutefois que les services instructeurs puissent joindre aux dossiers les différents éléments requis pour s'assurer a posteriori, de la conformité de l'opération, soit à la décision d'exemption SIEG du 20 décembre 2011, soit à la décision d'exemption SIEG du 28 novembre 2005 ou au règlement « de minimis SIEG » le cas échéant.

En cas de surcompensation, il convient de procéder au reversement du trop-perçu auprès du bénéficiaire.

## **II-3 Modalités d'ajustement pour les opérations programmées non soldées**

Concernant les opérations non soldées, il convient de modifier les conventions attributives de subvention européenne (par voie d'avenant), en y intégrant les dispositions et références juridiques citées précédemment, notamment d'annexer le tableau de vérification de l'absence de surcompensation si la décision d'exemption du 20/12/2011 est effectivement utilisée comme fondement juridique.

Il est aussi important que le rapport d'instruction mentionne les points de contrôles spécifiques sur l'application de la réglementation SIEG.

Par ailleurs, il est nécessaire de vérifier l'absence de surcompensation au solde du projet et à la clôture du programme à partir d'un tableau produit par le bénéficiaire.

En cas de non production du tableau de vérification, ou des pièces justificatives par le bénéficiaire, le service instructeur peut décider de suspendre le paiement du solde de la subvention FEDER jusqu'à ce que le bénéficiaire puisse produire les pièces requises.

En cas de surcompensation, il convient de reprogrammer l'opération en comité de programmation, et de demander au bénéficiaire le remboursement du trop-perçu sauf dans le cas prévu par l'article 6 de la décision SIEG du 20 décembre 2011.